



## **51e conférence du Réseau Habitat et Francophonie NAMUR et CHARLEROI | 18 au 20 juin 2018.**

Discours de M. Bernard HOARAU, Président du Réseau Habitat et Francophonie.  
*Seul le prononcé fait foi*

Madame la Ministre,  
Monsieur le Député-Bourgmestre  
Monsieur le Président du Comité d'organisation  
Monsieur le Représentant d'ONU-Habitat,  
Mesdames, Messieurs les Présidents et Directeurs,  
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Réseau Habitat et Francophonie, je suis très honoré d'intervenir en ouverture de cette 51e conférence du RHF, organisée en partenariat avec le Service Public de Wallonie, plus précisément la DG04, Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie et les opérateurs publics wallons du logement, le Fonds du Logement de Wallonie et la Société Wallonne du logement, dont je salue les directeurs généraux, respectivement M. Vincent Sciarra pour le FLW et M. Alain Rosenauer pour la SWL.

Permettez-moi en préambule quelques mots sur notre Réseau.

Le RHF milite depuis plus de trente ans pour l'accès à un logement décent et abordable pour tous. Dans son plaidoyer, le Réseau est relayé sur le terrain par les actions de ces membres : opérateurs, aménageurs, logeurs, banques de financement de l'habitat, fonds de garantie, experts... présents dans plus de 15 pays francophones à travers le monde.

D'une association plutôt confidentielle, il y a encore quelques années, le Réseau Habitat et Francophonie est devenue une plate-forme rassemblant les acteurs de l'habitat du monde francophone, un réseau d'influence qui commence à compter.

Pour faire face aux enjeux et aux défis de la ville durable de demain, le Réseau ambitionne de tenir un rôle de chef de file dans la réflexion et l'action internationale. Nous voulons être encore plus présents sur le devant de la scène internationale pour défendre et promouvoir l'accès à un logement décent et abordable pour tous.

Le Réseau entend aussi développer les partenariats avec les instances de la Francophonie telles l'OIF, les ONG qui œuvrent dans son secteur, le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche (écoles d'architecture francophones, universités, laboratoires....). Tout cela est en bonne voie, grâce à la mobilisation du Conseil d'administration du RHF, de l'équipe du secrétariat général et des membres du réseau.

Je voudrai rappeler le slogan de notre plaquette « Evoluons ensemble ».

Oui, évoluons ensemble, pays du Nord et pays du Sud, autour de ces idées prônées par RHF et qui font la force de notre réseau :

- créer des liens,
- générer du dialogue,
- partager les expériences,
- initier des échanges.

Gardons à l'esprit que nous militons pour permettre l'accès à un logement digne pour tous au niveau mondial. Grande ambition pour notre modeste association, n'est-ce pas ? Nous avons à travers nos organismes, l'opportunité de réfléchir et d'influer sur les politiques du logement dans nos pays respectifs.

Nous avons la possibilité à travers RHF de faire entendre notre voix sur la scène internationale, à l'Union européenne, à COP 21, à la conférence ONU Habitat III, à la Banque Mondiale... autant de tribunes qui peuvent relayer nos justes préoccupations.

Je reviens à ce qui nous rassemble ici aujourd'hui : la situation du logement abordable à travers le monde.

Un peu partout, le logement abordable est confronté à une pénurie de l'offre et d'accès aux populations les plus pauvres. Le nombre de mal logés ou de pas logés du tout augmente régulièrement et ce, pas seulement en Afrique, en Amérique du Sud ou en Asie. Dans de nombreux pays européens, dont la France, l'évolution de la situation est plutôt négative avec une baisse des crédits et des problèmes de gestion du parc social. Entre une offre largement insuffisante et une demande accrue, s'ajoutent les attermoissements des modes de financement dédiés dans de nombreux pays.

Nous pouvons aujourd'hui faire le constat ;

- ✓ des réductions des dettes publiques et d'austérité budgétaire sous toutes les latitudes ;
- ✓ d'un désinvestissement massif dans le logement, tant du secteur privé que du secteur public ;
- ✓ de l'amointrissement des politiques de protection sociale et le logement social n'échappe pas à ce mouvement de transformation de nos sociétés ;
- ✓ des phénomènes de financiarisation qui ébranlent et remettent en cause fondamentalement les modèles de logement social existants, installés depuis des décennies dans les différents pays ;
- ✓ des crises du marché et des États face à leur dette qui vont durablement impacter les conditions du développement du logement social.

Dans le même temps, les défis sociétaux et les évolutions sociologiques bousculent au Nord comme au Sud les modes de vie et les besoins des populations.

Dans certains pays, notamment en Afrique, on assiste à une cruelle désillusion des plus pauvres. Alors que le concept de logement social renvoie normalement aux masses populaires, les programmes réalisés sous ce vocable profitent aux classes aisées, le coût élevé excluant, de facto, les ménages aux bas revenus.

Dans ce contexte, le rôle, les missions, l'action, le financement des organismes de l'habitat social sont profondément questionnés.

Cette photographie nous a amené à nous poser la question : Faut-il Réinventer le logement social ?

C'est le thème de cette conférence qui nous réunis à Namur aujourd'hui et demain et à Charleroi mercredi.

Quelles sont les issues possibles, quelles peuvent être les alternatives ? Les organismes doivent-ils se transformer pour accomplir leur mission d'intérêt général ? Comment l'Etat assume-t-il, ou devrait-il assumer la responsabilité du logement de ses concitoyens ?

Nous allons donc trois jours durant nous pencher sur ces questions auxquelles nous tenterons d'apporter des réponses et formuler des propositions.

Nécessairement les réponses devront résulter d'une approche à « plusieurs voix ». Elles doivent venir :

- De l'Etat, dans ses diverses composantes et de la conception qu'il se fait de son rôle pour assurer le logement de tous les citoyens. A cet égard, je l'avais déjà souligné lors d'une précédente rencontre, et je réitère aujourd'hui cette évidence, l'Etat joue un rôle éminemment essentiel dans sa triple fonction législative, exécutive et judiciaire. Sans ces « fondamentaux », qui peuvent se décliner diversement selon les cultures et les cultures juridiques, sans leur effectivité, il est peu imaginable de voir émerger un secteur du logement capable de répondre aux besoins de la population et permettant aux différents acteurs de la chaîne de valeur économique du logement, de travailler, d'interagir, de collaborer.

Ces réponses doivent aussi venir :

- Du marché, qui doit jouer sa partition et apporter sa contribution selon des règles saines ;
- Des citoyens et de leurs associations, de la société civile, qui au plus près des réalités vécues, rassemblent des connaissances, formulent des propositions et mènent des combats en faveur du logement.

- Enfin des organismes eux-mêmes, acteurs de terrain qui ne sont pas de simples exécutants. Leur maîtrise des processus de construction, leur connaissance du tissu social, des besoins et des aspirations des habitants est précieuse et leur expertise mobilisable.

Nous allons donc nous plonger dans ce contexte et explorer les composantes, pour repenser le logement social. Nous espérons bien que cette manifestation débouchera sur des pistes de réflexion, quitte à bousculer quelques tabous ;

- celui de l'Etat providence, car si le logement social est et doit rester une mission régaliennne de l'Etat, pour autant, dans le contexte actuel, on ne peut plus tout attendre de l'Etat.
- celui du coût des produits, qui, s'il n'est pas maîtrisé, conduit à mettre sur le marché des logements trop chers pour les populations visées.
- celui du taux d'effort des familles, Il serait plus équitable que ceux-ci soient mieux adaptés à leurs revenus. Comment diminuer la part du logement dans le budget des ménages est une question essentielle.

-

A ce point de mon intervention je voudrais ici, Madame la Ministre, pour l'avoir relevé dans divers rapports sur l'aménagement et le logement consacrés à votre belle région et constaté de visu depuis mon arrivée, souligner l'implication du Gouvernement wallon et de votre Ministère dans les domaines du logement, de la rénovation urbaine et du développement durable. Soyez-en remerciée.

Avant de terminer, permettez-moi de remercier vos services, le SPW, la DGO4, le Fonds du Logement de Wallonie, la Société Wallone du logement, l'équipe permanente du RHF, pour leur implication dans l'organisation de la 51<sup>e</sup> conférence du Réseau.

Je vous renouvelle, Madame la Ministre, toute notre gratitude pour l'accueil que vous réservez à cette conférence. Le Réseau Habitat et Francophonie vous remercie de votre participation et de votre engagement pour le logement social.

Mesdames, messieurs, merci d'avoir accepté notre invitation à partager nos travaux.  
Je vous souhaite une agréable et fructueuse conférence.

Bernard Hoarau,  
Président du RHF